



2 ans d'austérité de gauche d'attaques contre les travailleurs

Coupes budgétaires

Le gouvernement a annoncé, au titre du Pacte de responsabilité, près de 40 milliards de cadeaux au patronat d'ici 2017. Symétriquement, il entend ponctionner 50 milliards d'économies, essentiellement sur le dos des travailleurs répartis ainsi : 18 pris sur les fonctionnaires d'État, 11 pris sur les fonctionnaires territoriaux, 21 pris sur la Sécurité sociale (dont 10 sur l'assurance maladie). À quoi il faut ajouter une arnaque consistant à supprimer les cotisations sociales des salariés au SMIC, c'est-à-dire une partie de leur salaire différé destiné à la protection sociale, pour faire croire à une augmentation de salaires de l'ordre de 500 euros par an, mesure qui ne coûtera pas un sou aux patrons et ne fera qu'aggraver les difficultés de la Sécurité sociale.



Suppressions de postes

La Fonction publique d'État continue de voir les emplois détruits : 220 000 ces dix dernières années, auxquels s'ajoutent 90 000 emplois transférés aux collectivités territoriales. L'actuel gouvernement amplifie le phénomène. Dans l'éducation – ministère « prioritaire » - les chiffres parlent d'eux-mêmes : alors que les effectifs élèves sont en hausse, une soixantaine de postes ont été supprimés dans les collèges et lycées de l'académie, une cinquantaine de classes sont fermées dans les écoles du département ! On est bien loin des créations promises !

Statut attaqué

Le gouvernement entend détruire les garanties statutaires des fonctionnaires. C'est en particulier le cas avec sa volonté de détruire le décret de 1950 et de redéfinir les missions dans un cadre local et le temps de service dans un cadre annualisé. Dans le reste de la Fonction publique, on constate une volonté identique : individualisation des carrières et salaire « au mérite », développement de la mobilité forcée pour accompagner les suppressions massives de postes, remise en cause des statuts particuliers considérés comme « trop rigide » (c'est-à-dire trop protecteurs!)

Salaires en berne

La situation des salaires, de la grille indiciaire et des déroulements de carrière atteint des sommets dans le catastrophique. Le salaire minimum de la Fonction publique ne se situe qu'à 1,2 % au-dessus du SMIC. L'agent recruté à ce niveau, au bout de **10 ans** de carrière, verra son salaire net mensuel ne progresser que de **25 euros**. Pour la catégorie B, le salaire de recrutement se situera à **2,8 %** au dessus du SMIC et, en **5 ans** de carrière, le gain mensuel net sera inférieur à **50 euros**. Enfin, pour la catégorie A, le recrutement s'effectue à **11,5%** au-dessus du SMIC. Rappelons encore une fois qu'il se situait à **75%** il y a moins de **30 ans**. Non seulement, nos salaires de base sont en chute libre et nos carrières sont écrasées, mais il faut également faire face à des ponctions supplémentaires : au total, ce sont **2,29%** de prélèvements supplémentaires qui, en plus du décrochage de la valeur du point, viennent ponctionner notre pouvoir d'achat.



GREVE 15 mai

appel unitaire CGT - FSU - FO - Solidaires - ... à la grève pour l'ensemble de la Fonction publique (Etat, collectivités territoriales, hôpitaux)